

WILLIAM BOURDON

# “Aujourd’hui, l’humanisme est dénigré”

William Bourdon, avocat, a créé l’association Sherpa, qui entend lutter contre l’impunité des multinationales et les biens mal acquis. Il a défendu les employés birmans contre la firme Total. Entre autres combats.

**À en croire la droite et une partie de la gauche, mettre les droits de l’homme au centre de notre projet de société serait devenu ringard...**

Oui et non. Les valeurs universelles des droits de l’homme n’ont jamais été aussi invoquées. Elles restent un bouclier qui s’est universalisé au <sup>xx</sup>e siècle et ces dernières années. C’est une balise pour les sociétés civiles latino-américaines, africaines, quand elles subissent des exactions. Mais il est vrai que nous vivons une vague de reflux car une nouvelle doxa met les questions sécuritaires au centre du débat public. La menace terroriste offre un effet d’aubaine pour le pouvoir politique qui y voit l’occasion de se restaurer dans une virilisation de la posture. Si on ajoute à ça le repli des nations et des individus dans des logiques de désenchantement, de résignation, oui, l’humanisme est aujourd’hui dénigré. Une forme d’inhibition pèse sur la société civile, comme s’il devenait hérétique d’invoquer l’État de droit face aux massacres de nos enfants dans nos rues. Je comprends que l’on doive s’adapter à la menace terroriste et que l’arsenal juridique évolue. Mais la dictature de l’émotion conduit à un empiement de lois sans que personne ait la certitude que les unes soient plus efficaces que les précédentes. J’ai regretté un certain nombre de positions prises par le Premier ministre même si, par un effet domino, la surenchère invraisemblable de Nicolas Sarkozy a obligé Manuel Valls à revenir à l’étiage minimal qui est de dire : on ne transigera jamais avec l’État de droit. Restons vigilant ! De nouveaux attentats dans les rues de Paris et nul ne peut prédire aujourd’hui ce que le Parlement – avec une surenchère de la droite et a fortiori avec de nouveaux députés, sous la pression de l’opinion, demain ou l’année prochaine – pourrait valider.

**Le concept des droits de l’homme se porterait donc mieux en Afrique**

**et en Asie que dans nos vieilles démocraties ?**

Il est difficile d’établir un bilan. Depuis cinquante ans, ça va globalement mieux. Il y a moins de pays qui procèdent à une politique de torture systématique. Certes, il y a eu des catastrophes absolues, comme en Afrique centrale, dix millions de morts, autour des pays limitrophes du Congo, dans un silence total. Mais il y a un début de printemps africain, un frémissement vers une démocratie pluraliste. En même temps, un certain nombre de dirigeants, africains ou asiatiques, instrumentalisent la lutte contre le terrorisme par un chantage : « Si vous voulez qu’on lutte contre Boko Haram et qu’on vous donne des informations sur Aqmi, vous la bouclez sur la disparition d’un certain nombre d’opposants. » C’est piteux mais ça marche. Les membres de la société civile africaine vivent ça comme un grand désenchantement par rapport aux discours de Hollande de Kinshasa ou de Dakar.

**Y a-t-il de nouveaux « terrains » des droits de l’homme ?**

Deux revendications ont émergé, la défense de la vie privée et la lutte contre la corruption. Ne pas confondre l’intérêt privé avec l’intérêt public est devenu une exigence mondiale.

**Notre but est d’engager des batailles pour obtenir d’un certain nombre d’acteurs privés qu’ils tirent les conséquences des dommages causés par leurs actions.**



**C’est pour cette raison que vous avez créé Sherpa en 2001 ?**

J’ai démissionné de la FIDH en 2000 suite à des désaccords. Au <sup>xx</sup>e siècle, la grande affaire était de réduire l’impunité des grands criminels de sang. Au <sup>xxi</sup>e siècle, c’est de réduire l’impunité des grands acteurs économiques. Sherpa se mobilise pour essayer de contrer l’influence des multinationales au moment où, précisément, elles sophistiquent leur discours pour accrédiiter l’idée qu’elles sont peut-être les mieux placées pour éviter que l’humanité ne soit laissée en lambeaux à nos petits-enfants. Il y a sans doute des *global managers* sincères, mais c’est quand même une gigantesque stratégie de communication pour séduire et endormir le consommateur, et mieux organiser l’irresponsabilité juridique de l’entreprise, pour éviter qu’il y ait des normes, des conventions internationales contraignantes. Notre but est d’engager des batailles pour obtenir d’un certain nombre d’acteurs privés qu’ils cessent de se payer de mots, qu’ils tirent les conséquences des dommages causés par leurs actions.

**Un de vos premiers succès a été contre Total.**

À travers une filiale, Total faisait travailler en Birmanie, sous contrôle de l’armée, 8 000 à 10 000 personnes dans des conditions indignes. Nous avons porté plainte pour séquestrations, travail forcé. Au début, Total a nié, nous accusant de propagande hystérique. Puis, quand ses dirigeants se sont rendu compte qu’il y avait vraiment un risque judiciaire, une négo-

ciation s’est engagée. J’en revendique le résultat : Total a lâché 10 000 euros par plaignant, des damnés de la terre absolus, sans papiers d’identité. Personne n’aurait mis un kopeck sur le fait que j’obtienne cette indemnisation. Cet accord a fait couler beaucoup d’encre. À l’époque, la Ligue des droits de l’homme et la FIDH ont diffusé un communiqué très dur contre moi, disant que j’avais baissé mon pantalon devant le grand capital. J’en profite pour ouvrir une parenthèse : il y a une forme d’aveuglement de la société civile française. L’agenda des ONG ne recoupe pas forcément celui des victimes. Ce n’est pas en manifestant cinquante fois sous la pluie place de la République que leur cause avance. Je revendique notre démarche. Je suis allé sur place et j’ai expliqué à la communauté birmane : « Vous préférez une procédure qui va s’enliser, durer cinq à dix ans, ou entrer dans une logique de négociations qui va changer votre vie ? » Ils ont choisi l’indemnisation.

**De Margerie, alors le patron de Total, en a profité pour communiquer sur le thème : « Nous sommes une entreprise éthique »...**

Nous avions conscience que ça permettait à Total de se refaire la façade sur notre dos et de communiquer sur leur supposée éthique. C’était un arbitrage complexe, j’ai accepté la critique mais je suis fier de l’avoir fait.

**Avocat d’affaires doué, vous devenez le défenseur des Chiliens, vous attaquez les dictatures, les entre-**

prises. Vous vous occupez des bavures policières, des lanceurs d'alerte... Vous avez été menacé, on vous a accusé d'avoir un compte en Chine, à partir d'une enquête de Tracfin.

Je me suis investi dans cette profession parce que j'avais cette intuition que le droit peut être un outil et un instrument de changement. Quand j'ai lancé en 2007 l'enquête de biens mal acquis, beaucoup d'officines financières ont été activées pour me discréditer. J'ai reçu des menaces de mort qui ont conduit à prendre un certain nombre d'initiatives sur lesquelles je ne m'étendrai pas. Très récemment, des dossiers malveillants ont circulé dans des rédactions qui ont eu un minimum de jugeote et ne les ont pas publiés. Un de ces dossiers a été monté par des gens très professionnels, il a déclenché une enquête à la Direction générale des enquêtes fiscales. J'ai déposé une plainte pour faux, usage de faux et dénonciations calomnieuses, classée sans suite. Je vais certainement déposer une nouvelle plainte, sans grande illusion.

#### Vous n'avez pas peur ?

Non, c'est une volonté d'intimidation. Mais c'est intéressant, ça veut dire qu'on s'attaque au cœur du cœur, la grande corruption internationale, là où il y a les grands flux d'argent sale, c'est là où les enjeux sont les plus importants aujourd'hui. Là où les ripostes peuvent être les plus féroces, là où les dénis sont les plus terribles.

#### Dans les combats pour les nouvelles libertés, vous accordez beaucoup d'importance aux lanceurs d'alerte. Pourquoi ?

J'ai dit à Hollande, au tout début de son mandat : « M. le Président, mettez les lanceurs d'alerte dans l'agenda. » C'est devenu un mouvement extraordinaire, à dimension mondiale. L'aventure a commencé avec Philippe Pichon, un commandant de police. En 2008, il a rendu publiques dans un site d'information, *Bakchich*, les pratiques illégales liées aux fiches du STIC (système de traitement des infractions constatées). Sa vie a été carbonisée ; il a subi une vraie mort professionnelle, sociale, a été mis à la retraite d'office, à 42 ans. On a gagné, perdu, et la bataille continue. S'il avait su ce qui allait lui arriver, je ne suis pas sûr qu'il y aurait été, car il a littéralement sacrifié sa vie. J'ai obtenu une décision importante du tribunal correctionnel : pour la première fois, il dit la nécessité de prendre

## HUMANISME : PHILOSOPHIE QUI PLACE L'HOMME AU-DESSUS DE TOUT...



**Les lanceurs d'alerte sont les meilleurs adversaires du populisme. Ils participent à la défense de l'intérêt général, à l'amélioration de nos démocraties.**

en compte l'intérêt général qui a motivé cette transgression. La violation du secret professionnel, c'était son devoir. Ensuite, d'autres lanceurs d'alerte sont venus. Antoine Deltour avec LuxLeaks, Edward Snowden...

#### Comment la transgression d'une loi peut-elle devenir une liberté ?

Plus la loi permettra de donner l'alerte sans risque de représailles, moins les gens seront contraints de désobéir. Le lanceur d'alerte, c'est quelqu'un qui révèle, selon les recommandations du Conseil de l'Europe, une information qui constitue une menace pour l'intérêt général. Cette protection est hétérogène, insuffisante. Il faut rendre crédit à Michel Sapin d'avoir cette volonté de mieux les protéger et cela devrait être inscrit dans la loi Sapin 2. Mais il y a des résistances très fortes au niveau du Parlement français, y compris chez les députés de gauche qui, de manière incroyable, freinent des quatre fers. Ils reprennent cette idée nauséabonde qu'une

telle protection annonce Vichy, une société de corbeaux et de mouchards.

#### Certains affirment que les lanceurs d'alerte renforcent une forme de populisme, sur le thème « on nous cache tout, on ne nous dit rien ».

Ils sont au contraire les meilleurs adversaires du populisme. Ils participent à la défense de l'intérêt général, à l'amélioration de nos démocraties. Ils peuvent contraindre les dirigeants publics et privés. Ils essaient d'éradiquer cette part de cynisme qui envahit la parole et l'action publiques. En revanche, la perte de confiance absolue en ceux qui doivent incarner la parole publique produit le populisme dans ses versions multiples. Il y a aussi cette perte de crédit en la

VOUS AVEZ VOUS EN AVEZ MARRE DU MANQUE D'HUMANISME ? BIENVENUE AU FRONT NATIONAL !



capacité des responsables politiques à respecter leurs engagements, ou à cesser d'être impuissants face à une complexité croissante, des menaces de plus en plus invisibles, des pertes de souveraineté souterraines, opaques, l'économie financière, l'Europe, la mondialisation... Les lanceurs d'alerte sont les meilleurs alliés d'une possible réhabilitation de ce crédit. Leur pire ennemi et le meilleur allié du cynisme, c'est le chômage. La peur de perdre son emploi, d'être rétrogradé. Tout ça contribue à créer une culture de l'omerta, qui empêche cette « petite insurrection existentielle » dont parle Václav Havel. Le lanceur d'alerte privilégie sa conscience contre toute autre obligation.

#### Jusqu'où peuvent aller les lanceurs d'alerte ? Les « Robins des bois » qui refusent de couper l'électricité en font-ils partie, d'après vous ?

L'état de nécessité, c'est de la légitime défense. Obéir à la loi n'est pas un critère. Cicéron est le premier à avoir conceptualisé cette notion en affirmant que si on demande à un soldat de commettre un acte de barbarie, il doit refuser. Dans ce qui fonde l'alerte, il y a cette idée qu'il existe des valeurs communes essentielles pour la survie de l'humanité qui, quand elles sont attaquées, justifient toutes les prises de risque. Ça peut être pour un soldat d'être fusillé comme déserteur parce qu'on lui demande de commettre des crimes contre l'humanité, ça peut être un fonctionnaire ou un banquier qui refuse de participer à une opération financière très critiquable. Il risque sa vie professionnelle et le plus souvent sa vie personnelle. L'indifférence à leur égard doit cesser.

#### Le FN aussi lutte contre la mondialisation, le flic, il accuse tous les autres. Et ça marche !

Une des plus grandes escroqueries intellectuelles qui règne en France et ailleurs, c'est la capacité de préemption de l'extrême droite, sa capacité à s'emparer du désenchantement, de la colère et de l'exaspération, d'ailleurs très légitimes, de nos citoyens, pour prétendre être la plus à même de réagir. C'est un abus de confiance permanent sur tous les terrains. On sait que le FN est un des partis qui a été le plus hypothéqué par les scandales financiers, les soupçons d'enrichissement personnel. Les conditions dans lesquelles Jean-Marie Le Pen a mis le grappin sur un certain nombre de fortunes autorisent à avoir des doutes sur son intégrité. L'histoire du FN est un cortège de scandales. Ils sont les plus mal placés pour donner des leçons, mais ils le font constamment. De ce point de vue, le fait que Nicolas Sarkozy offre une espèce de mauvaise copie des propositions de Marine Le Pen sur le droit du sol, contre le terrorisme, contribue à réhabiliter ce parti dans ce qu'il a de plus cynique, de plus pervers pour notre démocratie, avec cette espèce de gigantesque tromperie des citoyens qu'il opère tous les jours.

PROPOS RECUEILLIS PAR LA RÉDACTION

## Le questionnaire de Siné Mensuel

Votre film préféré ?  
*Amadeus* d'Alan Parker  
 Votre livre préféré ?  
*Les Frères Karamazov* de Dostoïevski  
 Votre chanson préférée ?  
*Try a Little Tenderness* d'Otis Redding  
 Votre plat préféré ? Un plateau de fruits de mer

Le métier que vous voulez faire enfant ? Psychiatre  
 Votre animal préféré ? Un lapin  
 Si vous deviez passer une soirée inoubliable avec quelqu'un ? Un copain d'université de John Coltrane  
 Votre insulte préférée ? Fuck you !